

Décembre 2010

# OÙ EN EST LA DROITE ? LA BULGARIE

*fondapol*  
FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE

Antony TODOROV

*fondapol*  
FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE

[www.fondapol.org](http://www.fondapol.org)



# OÙ EN EST LA DROITE ? LA BULGARIE

Antony TODOROV

*fondapol*  
FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE

La Fondation pour l'innovation politique  
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire  
Vice-président : Charles Beigbeder  
Directeur général : Dominique Reynié

La Fondapol publie la présente note dans le cadre de ses travaux sur les *valeurs*.

## RÉSUMÉ

La naissance de la droite bulgare date de l'Empire ottoman. A l'époque, la classe politique nationale se divise entre la droite des « Anciens », qui prônent une progression pacifique vers l'indépendance, et la gauche des « Jeunes », plus radicaux dans leur combat. Après l'indépendance en 1878, la droite conservatrice est rejointe par les libéraux dans son opposition aux partis socialistes et agrariens de gauche. La prise du pouvoir par les communistes en 1947 bouleverse profondément ce schéma.

La droite bulgare actuelle trouve son origine dans la lutte contre le régime communiste qui domine le pays pendant plus de 40 décennies. En 1989, lorsque ce régime s'effondre, les dissidents et les membres des partis interdits par les autorités sortent de l'illégalité et se regroupent au sein de l'Union des forces démocratiques (UFD). Cette coalition composite s'oppose au gouvernement du Parti Socialiste Bulgare (PSB), héritier des communistes. Ils sont rassemblés par leur volonté d'instaurer une véritable démocratie libérale et une économie de marché en Bulgarie.

Héritière de l'anticommunisme, l'UFD est aujourd'hui un parti de droite parmi d'autres. La droite bulgare se divise en effet entre le centre-droit, la droite populiste et l'extrême-droite. Le centre-droit est constitué de l'UFD et des Démocrates pour une Bulgarie Forte (DBF). Les organisations populistes dominent la droite depuis une décennie. Elles sont structurées autour d'un chef charismatique. Ainsi, le mouvement national Simeon II (MNSD), conduit par le dernier roi de Bulgarie, obtient près de 43 % des voix en 2001 et conduit la politique du pays pendant 4 ans. A partir de 2005, la droite populiste devient la première force d'opposition. Elle s'organise au sein du mouvement des Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB). En 2009, le GERB recueille la majorité des voix aux législatives et son leader Boiko Borissov devient Premier ministre. A l'extrême-droite, le mouvement xénophobe Ataka, conduit par l'ancien animateur de télévision Volen Siderov, ne dépasse pas 10 % des suffrages. Le Mouvement des droits et des libertés (MDL), qui défend les intérêts de la minorité turque, joue quant à lui un rôle charnière, accordant son soutien tantôt à la droite, tantôt à la gauche.



# OÙ EN EST LA DROITE ? LA BULGARIE

**Antony TODOROV**

Professeur de sciences politiques à la Nouvelle Université Bulgare de Sofia

Comment analyser la droite dans le paysage politique d'un pays post-communiste ? Il y a d'abord des difficultés de définition : la droite d'aujourd'hui, vingt ans après la chute du mur de Berlin et des régimes communistes, est issue d'une opposition anticommuniste assez hétérogène, qui a réuni des courants politiques de natures différentes, d'origines diverses et ayant des visions souvent opposées sur l'avenir du pays. En finir avec le communisme de type soviétique a été un programme unificateur, mais qui ne peut plus avoir de sens, vingt ans plus tard, alors que la Bulgarie est devenue membre de l'Union européenne et de l'OTAN.

Aujourd'hui, plusieurs partis politiques se réclament de la droite. Dans un pays postcommuniste comme la Bulgarie, affirmer son appartenance à la droite apparaît plus prestigieux et moins suspect que de se déclarer de gauche. Ces partis ont une histoire récente, même si certains d'entre eux se posent comme les successeurs des anciens partis de la droite historique d'avant le régime communiste. En effet, tant au niveau des élites que des organisations et des idéologies, une continuité entre le monde politique d'avant la Seconde Guerre mondiale et le présent semble une abstraction et un pur produit de l'imagination politique.

Pourtant, vingt années de développement politique ne restent pas sans effets sur la réalité : aujourd'hui, il existe une droite postcommuniste en Bulgarie, qui s'apparente à la droite de la plupart des pays d'Europe et qui semble implantée dans la société bulgare contemporaine. Justement parce que la droite bulgare actuelle est le résultat de la transition post-communiste, fortement influencée par les effets de l'adhésion à l'Union



européenne, on peut distinguer en Bulgarie non pas une droite, mais au moins trois courants distincts : une droite libérale, une droite populiste et une droite radicale ou nationaliste.

Autre question de méthode : comment définir la droite ? Les notions de droite, de gauche et de centre, qu'on utilise souvent dans un effort de distinction et de classification des projets, des idéologies et des partis politiques, sont une émanation de la Révolution française, mais leur contenu a beaucoup changé selon les époques. Elles ont une signification qui diffère aussi d'un pays européen à l'autre : la droite en Bulgarie et en Roumanie n'est pas la même que la droite en France ou au Royaume-Uni. Il en va de même pour la gauche.

Ainsi est-il impossible d'associer la gauche et la droite aux courants idéologiques d'une manière quasi permanente. Sur le plan culturel, la droite conservatrice peut s'opposer à la gauche libérale et socialiste, de même que sur le plan économique, la gauche socialiste peut s'opposer à la droite libérale.

## LES RACINES HISTORIQUES DE LA DROITE BULGARE

L'Histoire de la droite en Bulgarie est liée au long processus de modernisation et de développement politique consécutif à l'indépendance (1878). Pour comprendre la nature de cette droite, il est possible de se référer à la théorie des clivages sociaux de Seymour Martin Lipset et de Stein Rokkan<sup>1</sup>. Les clivages sociaux, ces conflits structurels qui surgissent avec la modernisation des sociétés européennes, forment et modifient à long terme les structures politiques et les familles partisanes.

L'apparition et la structuration du public et du privé, la sécularisation, l'urbanisation et l'industrialisation sont autant d'éléments essentiels de l'émergence des sociétés modernes occidentales. La Bulgarie n'échappe pas à ces processus, qui se généralisent en Europe orientale à partir du dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais il faut noter au moins quelques particularités, qui nous permettront de mieux comprendre la modernisation d'un pays comme la Bulgarie. Tout d'abord, le rôle particulier de l'Eglise orthodoxe, qui reste toujours attachée au principe de l'émancipation ethnique des Bulgares, lesquels, au début de l'époque moderne, font partie de l'Empire ottoman. Deuxièmement, il faut noter le retard

1. LIPSET S.-M., ROKKAN ST. (1967). *Party Systems and Voter's Alignment: Crossnational Perspectives*. N.-Y. Freepress..

d'urbanisation, les villes bulgares restant, jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, majoritairement turques. Enfin, l'industrialisation et l'apparition d'une société moderne industrielle dans le pays se fait exclusivement après la Seconde Guerre mondiale et dans les conditions de la modernisation communiste, au cours des années 1950-1960.

Ces conditions particulières de la modernisation en Bulgarie délimitent les profils possibles de la droite historique : l'absence d'une aristocratie foncière classique, une Eglise orthodoxe nationale peu puissante, une société majoritairement composée d'une paysannerie moyenne et pauvre, des couches urbaines limitées. Autant de conditions favorables à l'apparition d'une droite populiste et clientéliste et à la faible présence d'une droite élitiste urbaine.

La Bulgarie n'échappe pas au jeu des clivages, tels que définis par Lipset et Rokkan, mais s'ajoute à cela un autre facteur de différenciation du champ politique, lié aux effets de ce qu'on appelle « le traumatisme historique ».<sup>2</sup> L'émancipation nationale, comme projet initial de la communauté bulgare depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, devient un thème structurant du paysage politique, à cause des événements dramatiques qui traumatisent la conscience nationale et marquent fortement les esprits. Les drames historiques de cet ordre se succèdent en effet dans l'histoire de la société bulgare depuis 1876, lors de l'échec de la révolution nationale : les guerres de 1912-1918, les guerres civiles de 1923-1925 et de 1941-1944, le communisme stalinien entre 1948 et 1956 mais aussi la bulgarisation de la minorité turque en 1984-1985, et enfin la chute du communisme de 1989-1990.

L'émancipation nationale des Serbes, des Roumains et des Grecs, peuples chrétiens voisins des Bulgares, au début du XIX<sup>e</sup> siècle avec le soutien direct des puissances européennes accélère l'adoption par les élites intellectuelles bulgares de l'idée de l'indépendance nationale comme pivot de leur programme politique. Mais si la stratégie identitaire visant à la création d'un sentiment national ne suscite pas de différends dans la classe politique bulgare naissante, les voies de l'indépendance nationale deviennent un sujet de clivage important et de longue durée.

Les dénominations de « Jeunes » et « Anciens » apparaissent au sein de l'émigration politique bulgare en Roumanie dans les années 1860-1870. Elles sont employées pour distinguer deux groupes d'opposants à

2. BOIS, P. (1960). *Paysans de l'Ouest*. Paris, Flammarion.

l'Empire ottoman : les Anciens sont des hommes d'affaires raisonnables, qui souhaitent l'indépendance de la Bulgarie, mais restent réticents à en payer le prix. Ils préfèrent impliquer les grandes puissances européennes dans la solution de la question bulgare et parvenir à l'indépendance graduellement et sans conflits majeurs. Les Jeunes sont des révolutionnaires, influencés par des idées radicales et socialisantes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ils veulent éclairer le peuple afin qu'il se soulève contre le tyran.<sup>3</sup>

Cette différence initiale entre Jeunes et Anciens reflète deux visions de la société et de la politique radicalement opposées. On assiste au développement d'un clivage structurant, à partir d'une différence de tactique politique, dans les circonstances du traumatisme historique des insurrections des années 1870 contre la domination ottomane. Ce clivage a des conséquences importantes : il devient le facteur décisif de structuration du paysage politique en Bulgarie. Les deux positions opposées se transmettent au fil des générations politiques et sont assumés successivement par différents partis. Les Anciens sont orientés vers le statu quo social, les hiérarchies naturelles et la valorisation des élites. Les Jeunes y sont opposés et cherchent toujours à éclairer le peuple, à l'impliquer dans la politique.

Sitôt l'indépendance acquise en 1878, on voit apparaître dans l'Assemblée constituante deux courants politiques : les conservateurs et les libéraux. Ces étiquettes européennes correspondent respectivement aux Anciens et aux Jeunes. Mais comme le note un historien russe de l'époque, Piotr Milioukov, « les libéraux étaient tout le peuple »<sup>4</sup>, alors que les conservateurs ne représentent qu'une petite élite de riches commerçants et d'intellectuels, pour lesquels le peuple n'est guère apte à conduire seul sa destinée. Le débat structurant l'espace politique porte alors sur la Constitution et la démocratie. Mais il n'est que la suite logique du débat précédent au sein de l'élite nationale entre les Anciens et les Jeunes. Dans cette configuration, les Anciens jouent le rôle de pionniers de la droite historique en Bulgarie.

Après 1894, on voit apparaître toute une palette de partis politiques modernes issus de la mouvance libérale. Ce processus avait déjà commencé en 1887 avec la première scission du Parti libéral entre les « modérés » et les « nationaux ». Le point de discorde est de nouveau d'ordre international. Il concerne la politique des grandes puissances au sujet de l'unification

3. DOYNO D., STOYANOV I. (2002). *La restauration de l'Etat bulgare, 1762-1878*. Idées, Presses de l'Université de l'Université libre de Varna.

4. MILIUKOV P. (2009). *La Constitution bulgare*, Presses universitaires de Sofia, fac-similé de l'original de 1905.

entre la principauté de Bulgarie et la Roumélie orientale en 1885-1886. L'opposition de la Russie à cet acte provoque un vif débat parmi les libéraux. Leur leader politique, Stephan Stambolov, entreprend l'organisation d'un nouveau mouvement politique, « La Bulgarie pour elle-même ». Celui-ci donne lieu à la création d'un nouveau parti politique, les nationaux-libéraux, qui deviennent de plus en plus russophobes. Les opposants libéraux à la dictature, de leur côté, fortement impliqués dans le coup d'État en Roumélie orientale de 1885, préfèrent s'unir avec les conservateurs russophiles et sont à l'origine du Parti populaire, créé en 1894.

En dépit de l'apparition de plusieurs étiquettes politiques du fait de la scission des libéraux (Parti démocrate, Parti libéral, Parti progressiste-libéral, Parti populaire, Parti national-libéral, Parti radical-démocrate), deux familles politiques demeurent : la famille conservatrice et la famille libérale. Toutes deux assument le rôle des Anciens (élitisme), tout en gardant des orientations politiques différentes en matière de politique étrangère. Les libéraux ayant formé, après leur expérience gouvernementale, leur propre élite politique et s'éloignant de leurs origines révolutionnaires et populaires, « vieillissent » et deviennent les défenseurs des hiérarchies sociales traditionnelles, tout en restant très sensibles aux « idéaux nationaux ».

D'autre part, le rôle des Jeunes est assumé petit à petit par deux nouvelles forces politiques apparues à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : les socialistes (1891) et les agrariens (1899)<sup>5</sup>. Ceux-là reprennent vite à leur compte l'héritage des Jeunes et leur affinité manifeste pour l'implication du peuple en politique. Ils sont républicains et affirment un rejet radical du système politique existant. Deux partis de gauche existent à l'époque, mais avec des différences importantes. L'Union agrarienne populaire bulgare (UAPB) développe une idéologie nationale qui insiste sur les spécificités d'un pays balkanique majoritairement agraire. Les socialistes insistent au contraire sur le fait que le développement capitaliste de la Bulgarie inscrit le pays dans un processus mondial et donc que les spécificités nationales sont vouées à disparaître.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, on voit apparaître en Bulgarie une sorte de « quadrille bipolaire », pour reprendre l'expression employée par Maurice Duverger au sujet de la France, avec quatre véritables familles politiques (conservateurs, libéraux, agrariens et socialistes), assumant les

5. TODOROVA. (2010). *Citoyens, élections et partis. La Bulgarie de 1879 à 2009*, Est-Ouest.

deux rôles politiques traditionnels des Anciens et des Jeunes, c'est-à-dire de la droite et de la gauche.

L'élitisme des Anciens, n'ayant aucun point d'appui dans un pays où l'aristocratie n'existe plus depuis le XIV<sup>e</sup> siècle et où la psychologie sociale égalitaire est dominante, se transforme, au cours des décennies, en un populisme nationaliste, qui cherche une forte identification du peuple aux leaders. Mais on peut facilement s'apercevoir que les auteurs des coups d'État successifs de 1923, 1934 et 1944, appartiennent au même milieu politique, celui d'une droite élitiste éclairée. L'essentiel de leur projet politique est l'instauration du gouvernement de cette élite éclairée, détentrice de la vérité et composée de professionnels de la gestion politique.

Le communisme, instauré dans les années 1948-1949, apparaît au début comme une victoire absolue des Jeunes, entraînant la disparition des Anciens comme pôle politique. Mais ce n'est qu'apparence. Le Parti communiste, qui gouverne sans partager le pouvoir, produit une synthèse paradoxale, en assumant les deux rôles en même temps, du moins à l'origine. Changement révolutionnaire et conservation de l'ordre établi sont deux objectifs toujours présents dans la politique du régime communiste ; deux objectifs qui, au fond, ne sont que les deux éléments essentiels de la légitimation politique du communisme au pouvoir. Après une période stalinienne de transformations brusques et radicales dans tous les domaines (1947-1956), le « socialisme réel »<sup>6</sup> s'impose comme modèle de modernisation communiste et de construction d'une société de consommation avec un État social relativement développé. Dans ces conditions, l'idée de la transformation, qui mobilise largement les citoyens, ne disparaît pas du discours politique mais cède progressivement la place à la préoccupation de la sauvegarde de l'ordre social établi, avec ses hiérarchies et ses structures de domination. En quelque sorte, le PC « vieillit », devient le « parti de l'ordre » et assume le rôle conservateur.

Après la chute du régime communiste en 1989, le début de la transition est marqué par le retour du conflit entre Jeunes et Anciens, qui se manifeste par l'opposition entre les anticommunistes et les ex-communistes. L'ex-PC, le parti de l'ordre, assume le rôle conservateur. Le paradoxe, dans cette nouvelle situation, est que le discours des nouveaux Jeunes est conservateur, libéral, situé à droite, alors que le Parti

6. Un terme officiel de l'époque.

de l'ordre reste à gauche. La transition est de ce point de vue un changement de profil politique et idéologique, qui affecte les deux protagonistes principaux : les ex-communistes et les anticommunistes. Pour devenir socio-démocrates, comme la plupart de leurs homologues dans les autres pays d'Europe centrale et orientale, les ex-communistes doivent effectuer un mouvement vers le progressisme et se démarquer de leur rôle initial, après 1989, de pôle conservateur. À l'inverse, les anticommunistes, pour promouvoir la transformation du communisme d'État en une société de concurrence et d'inégalités, doivent effectuer un mouvement à droite, en abandonnant le discours révolutionnaire et mobilisateur. Cette transformation paradoxale des rôles se manifeste à travers plusieurs phénomènes, qui sont caractéristiques de la transition mais paraissent souvent incohérents, contradictoires et incompréhensibles.

## LA DROITE BULGARE APRÈS LE COMMUNISME

La formation du pluralisme politique actuel suit de près le démantèlement du régime communiste en Bulgarie après novembre 1989. La démission du leader communiste Todor Jivkov<sup>7</sup> signifie le début d'un processus de création et de refondation des forces politiques dans le pays. La rapidité de création de nouveaux partis politiques est la marque de cette époque.

### *La fondation de l'Union des forces démocratiques (UFD)*

Ce processus de différenciation politique réunit à la fois l'ancien et le nouveau. On voit apparaître des forces politiques qui existaient déjà avant 1989 et regroupaient majoritairement les dissidents bulgares des années 1980 : Ekoglasnost, le Comité pour la glasnost et la perestroïka, le Comité pour la défense des droits de l'Homme, le Mouvement pour les droits et les libertés (MDL), le syndicat indépendant Podkrepa, le Comité pour la liberté de conscience.

La plupart de ces forces, en effet, sont apparues cinq ans auparavant, à la suite de la tentative du gouvernement de changer par la force les noms propres des Turcs bulgares (le MDL), ou à la suite des manifestations contre la pollution (Ekoglasnost). Une partie des acteurs les

7. r Jivkov, leader communiste bulgare (1911-1998), au pouvoir de 1954 à 1989.

plus actifs de ces organisations sont membres du PC et proposent un projet de changement social inspiré par la perestroïka de Gorbatchev (notamment au sein de l'influent Comité pour la glasnost et la perestroïka, qui regroupait des intellectuels éminents). Une autre partie est liée au mouvement pour les droits de l'Homme, fortement inspiré par la revendication du respect du « troisième volet » des accords d'Helsinki de 1975. Même si ces organisations sont fort différentes, elles ont au moins un point commun : la dissidence et la sensibilité marquée à tout ce qui touche aux droits de l'Homme.

Peu après la démission du leader communiste, de nouveaux acteurs politiques apparaissent. La plupart sont des partis politiques traditionnels, interdits en 1947-1948 : le Parti social-démocrate bulgare (PSDB), le parti agrarien Nicolas Petkov, le Parti démocrate, le Parti radical-démocrate. Ces organisations proviennent historiquement de la tendance antifasciste des années 1940 ; à l'époque de la Seconde Guerre mondiale, elles étaient soit alliées avec les communistes, soit collaboraient avec eux pour le renversement du gouvernement pro-allemand. Quelques-uns des leaders historiques de ces partis (notamment le dirigeant agrarien Nicolas Petkov) ont été des figures emblématiques de la Résistance antifasciste, mais se sont opposés à l'instauration du régime de parti unique après 1945. La refondation de ces organisations fait réapparaître sur la scène politique leurs anciens dirigeants, assez âgés mais dynamiques et ambitieux, ainsi que de nouveaux adhérents, plus jeunes et moins sensibles aux oppositions et aux débats d'antan.

En décembre 1989, une dizaine d'organisations non communistes forment une coalition politique – l'Union des forces démocratiques (UFD), qui devient aussitôt le pôle d'attraction de toutes les organisations qui contestaient le pouvoir communiste. Même si tout au début, la nouvelle coalition a dans sa direction des membres du PC<sup>8</sup>, son identité politique se fonde très vite sur l'anticommunisme et sur son opposition radicale au PC. Un peu plus tard, la nouvelle coalition s'élargit par l'adhésion d'autres partis qui, à la différence des partis fondateurs, sont plus sensibles aux intérêts des élites politiques et sociales de l'époque qui a précédé le communisme.

En dehors de la nouvelle coalition, plusieurs partis politiques anti-communistes demeurent, reprenant soit des étiquettes traditionnelles

8. Notamment Tchavdar Kuranov, sociologue célèbre et critique de l'ancien régime.

bulgares (Parti national-libéral, Organisation macédonienne révolutionnaire interne – VMRO), soit des étiquettes européennes (Parti conservateur, Parti républicain, etc.). Parfois, les fondateurs d'un nouveau parti politique tentent de s'approprier une étiquette politique connue et le programme qu'on lui associe traditionnellement, parce qu'ils comptent sur une aide matérielle et organisationnelle de la part de leurs homologues européens ou nord-américains. À l'origine, la mode des partis sociaux-démocrates a prédominé du fait de l'impression que la social-démocratie internationale était plus sensible aux changements en Europe de l'Est et plus susceptible d'apporter son aide aux nouveaux partis démocratiques. Après un certain temps est arrivée la mode des partis conservateurs ou chrétiens-démocrates, pour les mêmes raisons. En effet, il n'y a jamais eu en Bulgarie de tradition religieuse dans la vie politique et le conservatisme bulgare a toujours été un courant minoritaire.

Ainsi, l'UFD devient l'organisation majeure de ce que les analystes et les responsables politiques appellent dès lors le « centre-droit » ou simplement « la droite ».<sup>9</sup> Sous le régime communiste de type soviétique en Bulgarie, il n'y a pas eu de mouvement de dissidence organisé et durable. La dissidence se manifestait lors d'actions individuelles, dans la rumeur de l'opinion, mais rarement dans des organisations réelles. Le cas échéant, elles étaient rapidement dispersées par les services secrets du pouvoir. La plupart des organisations sont fondées en 1989, à la veille de la chute du régime. Ainsi, en 1989, aucune organisation ne peut prétendre avoir le prestige de Solidarnosc en Pologne. C'est la raison pour laquelle les plus connues des organisations de résistance au régime fondent une méta-organisation, une alliance « chapeau », pour représenter de manière générale l'opposition au communisme.

Ainsi, lorsque l'UFD est fondée, en 1989<sup>10</sup>, elle regroupe dix organisations :

- le Club pour la glasnost et la perestroïka, qui regroupe des intellectuels influents, parmi lesquels on trouve aussi des membres du PC, dont certains ont été exclus en 1989. À partir de 1991, il prend le nom de Fédération des clubs pour la démocratie ;

9. MALINOV, S. [2005] *Rise, Fall and Disintegration: the Bulgarian Center-Right in Power and in Opposition in Ucen*, Peter. MALINOV, S. [2005]. *Why We Lost. Explaining the Rise and Fall of Center-Right Parties in Eastern Europe (1996-2002)*. International Republican Institute, 2005, p. 5-27.

10. Cf. le recueil de documents *Yosifov, les origines – aperçu politique et chronologique* [2008]. Fondation Jeleu.



- l'association indépendante Ekoglasnost, regroupant les militants d'un premier Mouvement pour la défense de la ville de Rousse, qui a subi pendant des années la pollution d'une usine chimique de l'autre côté du Danube;
- l'Association indépendante pour le respect des droits de l'Homme, fondée dès janvier 1988;
- le syndicat indépendant Podkrepa, qui au début était une organisation politique regroupant des intellectuels, mais avec l'idée de développer un syndicalisme opposé au régime communiste;
- le Comité pour la défense des droits religieux, de la liberté de conscience et des valeurs spirituelles, qui revendiquait l'indépendance de l'Église orthodoxe par rapport à l'État et la restitution de ses biens et de sa place dans la société;
- le Club des poursuivis après 1945, réclamant leur réhabilitation judiciaire et des compensations pour eux ou leurs familles;
- la Fédération des sociétés des étudiants indépendants;
- l'Initiative civique, fondée en 1988 pour renforcer le débat public;
- le Parti social-démocrate bulgare (PSDB), héritier du parti dissous par le pouvoir communiste en 1947;
- l'Union populaire agrarienne bulgare (UPAB), héritière du parti des agrariens dissous par le pouvoir communiste en 1947.

Cette nouvelle coalition élit comme président Jeliu Jeleu, un intellectuel connu pour ses critiques des théories de Lénine et pour un livre sur le fascisme publié avant 1989, dans lequel il fait allusion aux similitudes entre le stalinisme et le nazisme. Évidemment, l'UFD rassemble dès le départ des organisations et des visions politiques très diverses, allant d'une gauche modérée à une droite anticommuniste libérale ou plus extrémiste. Toutes sont réunies par l'idée de mettre fin au régime communiste de type soviétique et d'ouvrir la perspective d'une démocratie libérale représentative dans le cadre d'une économie de marché reposant sur l'initiative privée des individus et sur une moindre présence de l'État.

Dans les mois qui suivent la fondation de l'UFD, quelques nouveaux membres y adhèrent : le Parti radical-démocrate et le Parti démocrate (tous deux héritiers des partis historiques), ainsi que de nouveaux partis tels que le Parti vert, le Centre démocrate unifié (plus tard Centre

chrétien-démocrate unifié) ou le Nouveau parti social-démocrate. Ces nouvelles adhésions maintiennent la diversité politique de la coalition.<sup>11</sup>

Cette droite ne l'est que de nom, mais la disposition de l'échiquier politique, en 1990-1994, opposant l'UFD au Parti socialiste bulgare (PSB, le nouveau nom du Parti communiste depuis avril 1990), fait de cette nouvelle coalition le représentant reconnu de la droite naissante. L'anticommunisme en est l'idée directrice, partagée par tous les participants et qui en assure la cohésion. L'UFD participe à la « Table-ronde », cette institution de la transition postcommuniste pour négocier un changement pacifique. La coalition se présente avec des candidats communs aux élections pour une Assemblée constituante, en juin 1990, mais contrairement à ses attentes, n'arrive pas à une majorité. L'UFD est divisée au sujet de la reconnaissance des résultats des élections mais continue de participer au Parlement nouvellement élu et de représenter la force politique majeure de la mobilisation citoyenne. En août 1990, Jeliu Jeleu, à la suite d'un compromis avec le PSB, est élu président de la République par l'Assemblée. Son prédécesseur communiste est forcé de démissionner par de nombreuses manifestations organisées par l'UFD. Un gouvernement d'experts est formé avec quelques économistes éminents de l'UFD en cohabitation avec des ministres du PSB.

### *La première scission : l'UFD devient un parti de centre-droit*

La tension entre les « modérés » et les « intransigeants » au sein de l'UFD continue de monter pendant toute cette période : les premiers veulent sauvegarder la paix politique et négocier sur les points importants avec les ex-communistes, les seconds se débarrasser des ex-communistes et les effacer du paysage politique. Les intransigeants soutiennent les 39 députés de l'UFD qui ont quitté le Parlement pour ne pas soutenir la nouvelle Constitution car elle est d'après eux influencée par les communistes. Déjà en mai 1991, lors des débats sur la nouvelle constitution, l'UFD était divisée : deux organisations majeures, les sociaux-démocrates et les agrariens, quittent la coalition, ainsi qu'une grande partie d'Ekoglasnost. En effet, la coalition perd son aile gauche et se déporte plus à droite par sa composition et sa vision politique. Elles sont suivies par le Parti vert et une fraction de la Fédération des clubs pour la démocratie (les libéraux).

11. Cf. le site : [http://www.onda.bg/bulg/news/parties\\_orgs.html](http://www.onda.bg/bulg/news/parties_orgs.html).

Les élections législatives d'octobre 1991, qui suivent l'adoption de la nouvelle Constitution, sont gagnées de peu par l'UFD, qui forme un premier gouvernement non-communiste dirigé par Filip Dimitrov. L'UFD n'obtient que 110 sièges sur 240 à l'Assemblée nationale, mais le gouvernement qu'elle forme est soutenu par le groupe du Mouvement pour les Droits et les Libertés. Ce parti charnière, qui représente alors la minorité turque en Bulgarie, soutient l'UFD du fait de son anticommunisme. Les autres formations issues de la scission de l'UFD restent en dessous du seuil de 4 % et n'obtiennent donc aucun siège.

Le gouvernement de l'UFD entreprend alors de larges réformes : privatisation des industries, restitution des biens et des terres agricoles, lustration<sup>12</sup> de la fonction publique, réorientation de la politique étrangère vers les États-Unis et l'Europe. Un an après, les réformes semblent ralentir, tout en provoquant aussi des inquiétudes, voire du mécontentement, notamment parmi les couches populaires. Les Turcs, une population rurale, paraissent être particulièrement touchés par les réformes de l'agriculture ; la restitution des terres ne leur apporte pas beaucoup de bénéfices. Le MDL décide alors de retirer son soutien au gouvernement, qui démissionne après un an d'exercice. L'UFD se retrouve dans l'opposition, face à un nouveau gouvernement soutenu par le MDL, le PSB et une partie des députés libéraux de l'UFD ayant quitté la coalition.

S'ensuit une nouvelle vague de scissions au sein de l'UFD, provoquée cette fois par un conflit qui oppose le parti au président Jeliu Jeleu. Le parti reproche au gouvernement de ne pas avoir fait l'effort de diminuer le coût social des réformes économiques. Entre 1992 et 1994, deux autres fractions quittent la coalition : les libéraux autour de Jeleu et, peu après, le Parti démocrate avec une fraction importante des agrariens. À la veille des élections anticipées de 1994, la coalition signe un nouvel accord, cette fois entre seize organisations : celles qui restent dans l'alliance, ainsi que quelques nouveaux partis, notamment le Forum démocratique (un parti se disant l'héritier des Légions nationales bulgares des années 1930 et 1940, une organisation paramilitaire d'inspiration fasciste) et le Parti républicain. Le nouvel accord prévoit la fusion des partis membres dans une organisation unique, censée avoir un profil chrétien-démocrate. Au sein de l'UFD, le parti le plus influent semble être le Centre unifié chrétien-démocrate.

12. Dans les pays d'Europe orientale, la lustration est la mise à jour de certains comportements de collaboration avec les services secrets communistes.

Les élections anticipées de décembre 1994 sont un échec relatif pour l'UFD : la coalition perd presque 700 000 électeurs par rapport aux élections précédentes de 1991, soit quasiment un tiers de sa base électorale. Cet échec provoque un changement de direction (Ivan Kostov, ancien ministre des Finances, accède à la présidence de l'Union) et accélère la transformation de la coalition en parti unique avec un profil de centre-droit. Cette évolution résulte d'un conflit entre les petits partis de l'UFD et les partis qui se targuent de représenter une longue histoire politique, tels que le Parti démocrate et le Parti radical-démocrate. En 1995, ils quittent la coalition pour former avec une partie des agrariens la coalition Union populaire (UP), mais cette nouvelle scission accélère la transformation de l'UFD en parti unifié. En 1996, l'Union est reconnue comme membre permanent du Parti populaire européen (PPE).

### *La coalition se transforme en parti unifié*

L'année 1996 est décisive pour la transformation de l'UFD en parti unifié de centre-droit. Quand à la fin de l'année 1995 le président sortant, Jeliu Jeleu, déclare vouloir se présenter pour un deuxième mandat, l'UFD décide de choisir son propre candidat. L'UP, le MDL et quelques partis libéraux soutiennent la candidature du président sortant. Face au risque d'avoir deux candidats concurrents de droite contre un seul de gauche, les partis de droite décident de procéder à la nomination d'un candidat unique par le biais d'élections primaires. Le 1<sup>er</sup> juin 1996, ces élections primaires sans précédent ont lieu et, à la surprise générale, le taux de participation des électeurs de la droite est assez élevé : quelque 860 000 citoyens se rendent aux urnes, ce qui représente plus que 12 % du corps électoral. Le candidat de l'UFD, Petar Stoyanov, est désigné comme candidat commun et il remporte les élections présidentielles en novembre avec un score très élevé. Ce résultat s'explique aussi par la déception vis-à-vis du gouvernement du PS, au pouvoir depuis 1994, qui n'a pas réussi à éviter la grave crise financière et la grave inflation qui s'ensuivra, au début de 1997. La crise provoque des manifestations et des grèves multisectorielles, qui poussent le gouvernement socialiste à démissionner. L'UFD se situe alors dans l'opposition. Traversée par des conflits internes, elle réussit après beaucoup d'efforts à être reconnue par les manifestants comme leur porte-parole politique. Le gouvernement par intérim nommé par le président Petar Stoyanov réussit à calmer la situation et à maîtriser l'inflation par l'introduction du système de la

« caisse d'émission » à la veille des élections anticipées, remportées à la majorité absolue par l'UFD.

Pour la première fois depuis 1989 en Bulgarie, le nouveau gouvernement, avec Ivan Kostov comme Premier ministre, réussit à achever un plein mandat. Les quatre années de son activité sont une période importante pour le pays : stabilisation financière, réduction des dépenses publiques, encouragement des investissements étrangers, achèvement de la privatisation, début des négociations pour l'adhésion à l'Union européenne en 1999. Elles sont notamment marquées par des démarches décisives pour l'adhésion à l'OTAN. Ainsi, le gouvernement a soutenu pleinement l'opération militaire contre la Serbie, en dépit d'une opinion publique plutôt réservée, voire hostile aux frappes de l'OTAN. Les réformes sont de grande envergure et simultanées : réforme foncière, fiscale, budgétaire et judiciaire.

C'est l'heure de la transformation finale de l'UFD en parti unifié, en 1998-1999. Bien que les nouveaux statuts reconnaissent les affiliations des partis membres, la structure de l'organisation est celle d'un parti unifié. L'UFD est de nouveau reconnue comme membre du PPE, en 1998.

Une étude de l'époque (1999) montre que la plupart des citoyens bulgares restent indifférents aux étiquettes idéologiques, mais que presque la moitié d'entre eux en choisissent une.

**Tableau 1 : Réponses à la question ouverte : « Comment vous définissez-vous en politique ? »** [source : BBSS Gallup International, 1999]<sup>13</sup>

Agrarien	9,9 %
Socialiste	9,2 %
Social-démocrate	8,1 %
Chrétien-démocrate	4,7 %
Libéral	3,5 %
Communiste	3,1 %
Nationaliste	2,8 %
Conservateur	0,7 %
Écologiste	0,5 %
SANS RÉPONSE	57,5 %

13. TODOROVA. (2010). *Citoyens, élections et partis. La Bulgarie de 1879 à 2009*, Est-Ouest, p.134.

## LES TROIS DROITES : DÉMOCRATIQUE, POPULISTE ET EXTRÉMISTE

Il est difficile pour l'électeur de droite de choisir entre différents partis qui changent d'étiquette pendant la transition. Pourtant le nombre total des électeurs des principaux partis de droite (on ne comptera pas ici toutes les étiquettes qui, dans certaines élections, dépassent la quarantaine) se situe entre un quart et deux-tiers du corps électoral total. Les fluctuations dépendent de la mobilisation ou de la démobilitation en fonction de la situation des partis de droite et de leurs chances d'arriver en tête.

Tableau 2 : Les résultats des élections pour les principaux partis de droite (en nombre de voix)<sup>14</sup>

	1990	1991	1994	1997	2001	2005	2009
UFD	2 216 127	1 903 569	1 254 465	2 223 714	830 338	280 323	285 662
DBF	–	–	–	–	–	234 788	–
UDF-centre	–	177 295	–	–	–	–	–
UDF-libéraux	–	155 903	–	–	–	–	–
<i>Total « droite authentique »</i>	<i>2 216 127</i>	<i>2 236 767</i>	<i>1 254 465</i>	<i>2 223 714</i>	<i>830 338</i>	<i>515 111</i>	<i>285 662</i>
MNSD	–	–	–	–	1 952 513	725 314	127 470
GERB	–	–	–	–	–	–	1 678 641
BBB	–	73 379	245 951	209 796	17 341	–	–
RZS	–	–	–	–	–	–	1745 82
<i>Total droite populiste</i>	<i>0</i>	<i>73 379</i>	<i>245 951</i>	<i>209 796</i>	<i>1 969 854</i>	<i>725 314</i>	<i>1 980 693</i>
Ataka	–	–	–	–	–	296 848	395 733
Divers droite	–	190 446	338 427	0	165 981	189 268	0
<b>Total droite</b>	<b>2 216 127</b>	<b>2 500 592</b>	<b>1 838 843</b>	<b>2 433 510</b>	<b>2 966 173</b>	<b>1 726 541</b>	<b>2 662 088</b>
% des inscrits	31,7%	36,9%	26,3%	35,7%	43,3%	25,7%	37,3%
<b>% des suffrages exprimés</b>	<b>36,2%</b>	<b>45,2%</b>	<b>35,4%</b>	<b>57,2%</b>	<b>64,9%</b>	<b>47,3%</b>	<b>63,0%</b>

14. TODOROV A. "Bulgaria" in Dieter Nohlen et Philip Stover, *Elections in Europe: A Data Handbook*. Nomos, p. 351-398.

## *Les « Bleus » : une droite authentique*

En dépit des transformations internes et des succès reconnus du gouvernement de l'UFD, le parti perd les élections législatives de juin 2001 de manière inattendue. Un nouveau mouvement politique, dirigé par l'ex-roi Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha (le Mouvement national Siméon II - MNSD), remporte la majorité. La surprise et la déception des dirigeants de l'UFD sont sans précédent et ils ne sont guère réconfortés par la défaite du PS, leur rival historique. Le MNSD apparaît comme une alternative à la confrontation sans fin entre les anticommunistes et les ex-communistes tout au long de la transition démocratique. Il s'agit néanmoins d'une alternative qui politiquement se situe à droite.

L'UFD ne veut toujours pas accepter de reconnaître le MNSD comme un parti de droite et refuse de donner son accord à l'adhésion du nouveau mouvement au PPE. Ainsi, le MNSD devient membre de l'Alliance des libéraux avec le MDL, qui a été entre 2001 et 2005 son partenaire au gouvernement. La colère des dirigeants de l'UFD en 2001 est renforcée par l'élection à la présidence de la République du leader du PS, Georgi Parvanov, faute d'avoir su conclure un accord entre l'UFD et le MNSD sur un possible candidat commun. Mais il faut admettre que l'opinion rejette l'UFD, à cause du peu d'intérêt qu'elle porte à la question du pouvoir d'achat, ainsi que du clientélisme et de la corruption qui règnent dans ce parti en pleine expansion, qui gouverne sans partager le pouvoir.

Bien que l'UFD refuse de reconnaître le MNSD comme appartenant à la « droite authentique » (l'expression est celle des dirigeants de l'Union), le mouvement de l'ex-roi Siméon est sans conteste une formation politique de centre-droit. Son gouvernement libéral poursuit les réformes de son prédécesseur, conclut avec succès l'adhésion de la Bulgarie à l'OTAN et mène à bien les négociations pour l'adhésion à l'Union européenne. Pour se distinguer de ce nouvel acteur politique, l'UFD utilise des dénominations spécifiques et caricaturales : face à une « droite authentique », il y aurait maintenant une « droite populiste » qui, elle, ne serait pas authentique.

La défaite de 2001 provoque la démission du chef du parti, Ivan Kostov, et aboutit à une nouvelle scission. En 2003, la défaite de la nouvelle présidente de l'UFD et ancienne ministre des Affaires étrangères, Nadejda Mihailova, candidate à la mairie de Sofia, provoque un processus de séparation : les membres proches de l'ancien Premier ministre Ivan Kostov quittent le parti pour former, à la veille des élections législatives de 2005, les Démocrates pour une Bulgarie forte (DBF). Cette scission

est plutôt d'ordre personnel, car il n'y a pas de différences programmatiques entre ces deux partis de la « droite authentique ».

Les élections législatives de 2005 sont un coup dur pour la droite. Tout d'abord parce qu'elle est alors divisée en trois grands partis : l'UFD, le nouveau parti de l'ancien Premier ministre de l'UFD entre 1997 et 2001, Ivan Kostov (DBF), et la coalition Union Populaire, de centre-droit, avec la participation de l'ancien maire de Sofia, Stephan Sofianski, qui a quitté l'UFD en 2004 pour former son propre parti. La scission de l'UFD a porté essentiellement sur l'attitude à adopter envers le MNSD, l'UFD étant divisée sur la possibilité de négocier avec le MNSD la formation d'une coalition gouvernementale après les élections, et Ivan Kostov s'opposant à tout contact avec « les tsaristes » (une appellation critique à l'encontre du MNSD).<sup>15</sup>

Divisés, donc, en deux partis d'opposition face à un gouvernement soutenu par la triple coalition du PS, du MLD et du MNSD (coalition sociale-libérale), les héritiers de l'UFD perdent une grande partie de leur base électorale. Cette division rencontre l'incompréhension des électeurs, qui leur retirent massivement leur soutien. La crise de la « droite authentique » menée par l'UFD et le DSB se prolonge aux élections présidentielles de 2006, quand son candidat, le juriste Nedeltcho Beronov, arrive troisième, devancé par le candidat d'Ataka (une coalition nationaliste et populiste, cf. *infra*), Volen Siderov. Pour la première fois depuis 1992, la droite traditionnelle ne parvient pas à qualifier son candidat à la présidence de la République au second tour.

L'expérience des ces défaites pousse l'UFD et le DSB à s'allier ; une première fois pour proposer des candidats communs aux élections européennes et locales de 2007, puis pour former la « Coalition bleue » à l'occasion des élections européennes et législatives de 2009. Cette coalition leur permet de dépasser le seuil électoral de 4 % et de se maintenir au Parlement. Face à la concurrence du GERB (Citoyens pour un développement européen, créé en 2007 et dirigé par Boïko Borissov), les Bleus sont dans une position difficile. Ils soutiennent le gouvernement de Boïko Borissov, en particulier dans sa politique de lutte contre la corruption, et voient en lui une sorte de revanche sur le PS, « l'éternel ennemi ». Cette fois-ci, ils accordent leur soutien à l'adhésion du GERB au PPE, un soutien qu'ils ont refusé au MNSD en 2001. Ils critiquent toutefois le GERB pour son populisme et son manque de vision à long terme.

15. TODOROVA. Les élections législatives bulgares de 2005. La Nouvelle Alternative, 2006, vol.21, No.68.



## La droite populiste

Les partis populistes de droite ont toujours existé dans la vie politique bulgare. Mais ces organisations, même si elles ont pu avoir à un moment un impact sur le débat politique, n'ont jamais eu d'influence électorale importante : guère plus de 1 à 2 % des suffrages exprimés aux cours des élections après 1989. Les scores des candidats populistes aux élections présidentielles sont la manifestation d'une certaine insatisfaction sociale. Si ces candidats ne peuvent être considérés comme appartenant à l'extrême droite, un grand nombre d'éléments de leur discours politique pourraient le laisser penser.

Ainsi, au premier tour des élections présidentielles de 1992 et de 1996, Georges Gantchev, un ancien émigré aux États-Unis de retour en Bulgarie, comédien et écrivain, maître du discours nationaliste modéré et tenant d'un populisme conservateur, arrive en troisième position avec près de 18 % des suffrages exprimés, alors que son parti (le Business Bloc Bulgare) ne dépasse pas les 4 %. En 2001, un ancien ministre de l'Intérieur d'Ivan Kostov (UFD), Bogomil Bonev, qui démissionne et quitte son parti avec l'image d'un homme fort et capable de mettre de l'ordre dans une société en plein chaos, arrive en troisième position avec plus de 19 % des voix.

Après beaucoup d'efforts pour créer un centrisme structuré sur la scène politique, avec le retour au pays en 2001 de l'ancien roi Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha et la création de son Mouvement national (MNSD), c'est la première fois qu'un candidat n'appartenant ni aux ex-communistes ni aux anticommunistes accède au pouvoir, ce qui marque le début de la construction d'un centre libéral. Son partenaire politique, le Mouvement pour les droits et les libertés (MDL), parti de la minorité turque en Bulgarie, utilise cette nouvelle situation pour mettre en œuvre sa transformation d'un parti ethnique en un parti libéral centriste. Le MNSD, de par son profil politique, représente une droite libérale au style populiste modéré. Le refus de l'UFD de donner son accord pour l'adhésion du mouvement au PPE le pousse vers l'Alliance des libéraux, plutôt proche de son profil politique.

Le MNSD, organisé à la hâte quelques semaines avant les élections de juin 2001, se transforme en parti politique durant l'exercice de son gouvernement. Ceci n'est pas sans effets : le MNSD s'organise surtout comme un parti de fonctionnaires, dont l'audience est liée à ses chances de se maintenir au pouvoir. Les pratiques clientélistes ne lui sont pas

étrangères, mais son problème principal est qu'il n'arrive pas à dépasser un discours orienté vers le pragmatisme et le refus de toute identification idéologique. Le parti reste très personnalisé dans sa structure, l'instance ultime étant le leader, Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha, malgré l'existence de groupements politiques indépendants affiliés au parti.

Le MNSD arrive en deuxième position aux élections de 2005, perdant un tiers de ses électeurs. De nombreux observateurs le soupçonnent d'avoir eu largement recours à « l'achat de votes ». Le MNSD parvient à faire élire deux députés européens en 2009, grâce à la présence sur ses listes d'une ancienne ministre des Affaires européennes et ancienne commissaire européenne, Meglena Kuneva, mais il n'arrive pas à dépasser le seuil des 4 % lors des élections législatives qui suivent un mois plus tard. Il connaît alors une scission, une partie de ses anciens ministres formant la Nouvelle démocratie bulgare. Ceux qui restent changent son nom en Mouvement national pour la stabilité et le développement, tout en gardant l'acronyme de MNSD.

En 2007 apparaît un nouveau parti de droite : les Citoyens pour un développement européen de la Bulgarie (GERB), dirigé par Boïko Borisov, ancien cadre au ministère de l'Intérieur au début du gouvernement de Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha et maire de Sofia depuis 2003. Après une brève carrière politique comme candidat du MNSD aux législatives (il refuse le mandat de député) et candidat indépendant à la mairie de Sofia en 2005, il prend ses distances avec Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha pour former son propre parti. Aux élections locales et européennes de 2007, le GERB progresse de manière spectaculaire et devance le PS, le premier parti du gouvernement. En 2009, le GERB obtient une majorité relative et forme son gouvernement.<sup>16</sup>

De par son profil politique, le GERB est une nouvelle émanation du même processus qui a installé le MNSD dans la vie politique bulgare, et représente la deuxième phase d'une vague populiste. Le nouveau parti hésite un moment au sujet de son profil politique, espérant au début faire concurrence au PSB sur son aile gauche. Mais la conjoncture politique, sur fond de crise de la droite, le positionne du côté du centre-droit. Le GERB adhère ainsi au PPE.

Le nouveau parti est construit à partir de noyaux régionaux composés pour une large part d'anciens policiers proches de Boïko Borisov,

16. TODOROV A. (2009). *Les élections européennes de juin 2009 en Bulgarie : la confirmation de l'éclatement du système partisan*. Revue internationale de politique comparée.

soutenus par des hommes d'affaires locaux. Cela n'est pas sans effets sur le fonctionnement du GERB : c'est une structure « personnaliste », qui dépend fortement de son leader, comme c'était le cas du MNSD, à la différence près que Boïko Borissov ne porte pas l'héritage d'une origine aristocratique, même si son attitude hautaine et paternaliste envers le peuple pourrait le laisser croire. Le nouveau leader politique a des origines populaires et se plaît à le dire. Dans son style, il s'inspire aussi bien de Berlusconi en Italie que de Poutine en Russie. Ce n'est pas un hasard si son gouvernement trouve un soutien sans faille auprès du groupe parlementaire d'Ataka (cf. *infra*), sans lequel il n'aurait pas de majorité au Parlement.

Une manifestation plus conservatrice de ce genre de populisme de droite se fait jour avec la formation d'un parti portant le nom évocateur d'Ordre, loi et justice, dirigé par un ancien responsable agrarien, Yane Yanev. Cette nouvelle organisation réussit à franchir le seuil des 4 % et à former un groupe au Parlement en 2009. Ce parti tient un discours anticorruption et moraliste. Il soutient le GERB dans un premier temps, puis en vient rapidement à une opposition farouche vis-à-vis du gouvernement. En se cherchant un appui à l'étranger, il se rapproche des conservateurs britanniques et essaie de se présenter comme le représentant d'une droite conservatrice moderne en Bulgarie.

### ***L'extrême-droite***

La nouveauté majeure des élections de 2005 est l'apparition du mouvement Ataka. Il s'agit au début d'une coalition qui regroupe quatre petites organisations autonomes assez diverses et hétérogènes. Ce qui les rassemble est surtout une appréciation très négative des influences extérieures sur la Bulgarie. Une partie des personnalités appartenant à cette coalition est issue des organisations des anciens collaborateurs des services de renseignements. D'autres viennent de milieux nationalistes faisant partie de l'ancien Parti communiste. Une troisième fraction de cette nouvelle coalition, qui marque son profil politique actuel, est issue des milieux xénophobes et racistes, dont l'activité a été nourrie par plusieurs incidents entre Roms et Bulgares.

Assez rapidement, le parti devient une structure centralisée et unifiée. Son dirigeant, Volen Siderov, ancien journaliste, a fait brièvement partie des dissidents anticommunistes en 1989. Rédacteur en chef du journal de l'UFD *Demokratzia* pendant deux ans, il a été candidat indépendant à

la mairie de Sofia en 2003, sans grand succès. Mais c'est surtout sa participation comme animateur, au cours des années précédentes, à l'émission de débat intitulée « Ataka » sur la chaîne Skat qui l'a fait connaître. Il se fait rapidement remarquer par son discours ultranationaliste, anti-tzigane, antiturc et antisémite. En 2002, il publie un livre, *Le boomerang du mal*, d'un style manifestement antisémite qui lui attire les foudres des organisations de défense des droits de l'Homme.<sup>17</sup>

Tous les chefs d'Ataka ne partagent pas l'ensemble des opinions de Siderov, surtout son antisémitisme manifeste. Petar Beron, un professeur de biologie et ancien président de l'UFD, est un ancien cadre des services de renseignement. Bien qu'il n'accepte pas d'être traité d'antisémite, il a tenu des propos nationalistes pendant toute sa carrière politique, notamment après avoir quitté l'UFD en 1992. Il a également été candidat au poste de vice-président auprès du populiste Georges Gantchev en 1996. Si les électeurs d'Ataka proviennent de milieux sociaux différents, ils sont pour la plupart issus de familles aisées et cultivées, composées de cadres supérieurs, de commerçants et d'entrepreneurs des classes moyennes et supérieures et non de milieux modestes, comme on pourrait l'imaginer.

Ataka est un parti hétéroclite et hétérogène et sa base électorale se transformera et s'orientera probablement vers des candidats populistes, porteurs d'un discours nationaliste modéré, qui n'oseront pas, en paroles ou en actions, courir le risque d'être isolés et stigmatisés par les partenaires européens de la Bulgarie. L'apparition du GERB est en effet une concurrence sur le terrain électoral.

Une organisation extrémiste attire particulièrement l'attention de par ses activités publiques : l'Union nationale bulgare (BSN), fondatrice de l'Ataka, dirigée par le jeune Boyan Rassate. Les militants de ce groupe se font remarquer par leur crâne rasé, des graffiti ultranationalistes et anti-tziganes ainsi que lors de manifestations diverses rappelant les défilés nazis des années 1920. Mais les organisations de ce type restent encore assez marginales.

## CONCLUSION

A l'issue d'un long processus fait de différenciations, de séparations et de recompositions, la droite bulgare n'est aujourd'hui plus unifiée par

17. TODOROV, A. [2007]. "Critique and Humanism" dans *National populism versus democracy*. vol. 23, no.1, p. 85-100 et <http://www.eurozine.com/articles/2008-06-19-todorovantony-en.html>.

l'anticommunisme qui a été son ferment idéologique pendant les années de la transition postcommuniste. Elle manque de références politiques communes et reste divisée en plusieurs mouvements issus de l'ancienne UFD, mais aussi d'autres mouvances.

En dépit de cette fragmentation en plusieurs partis et groupes politiques, la droite se structure aujourd'hui autour de trois mouvements majeurs : les conservateurs modérés (le parti de l'ancien Premier ministre Ivan Kostov, DBF), les chrétiens-démocrates (même si cette étiquette n'a pas eu de succès en Bulgarie, l'UFD d'aujourd'hui semble être plus proche de cette mouvance), et la droite populaire et populiste traditionnelle essentiellement regroupée au sein du GERB.

Ainsi s'achève un long processus d'assimilation de la diversité partisane européenne par la vie politique bulgare pendant la période de la transition postcommuniste. Néanmoins, la palette partisane en Bulgarie a gardé bien des particularités nationales, résultat d'une histoire nationale bouleversée par la difficile modernisation qui a suivi l'indépendance de 1878, et par l'expérience communiste de 1944 à 1989. En particulier, la persistance de certaines valeurs orientées autour du pouvoir paternaliste nourrit toujours l'existence de partis fortement marqués par la personnalisation du pouvoir. La Bulgarie, de ce point de vue, n'est pas très différente des autres pays de l'Europe centrale et orientale.

## NOS DERNIÈRES PUBLICATIONS

***Le retour du tirage au sort en politique***

Gil Delannoi, décembre 2010, 38 pages

***La compétence morale du peuple***

Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages

***Pour une nouvelle politique agricole commune***

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

***Sécurité alimentaire : un enjeu global***

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

***Les vertus cachées du low cost aérien***

Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages

***Défense : surmonter l'impasse budgétaire***

Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages

***Où en est la droite ? L'Espagne***

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

***Les vertus de la concurrence***

David Sraer, septembre 2010, 44 pages

***Internet, politique et coproduction citoyenne***

Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

***Où en est la droite ? La Pologne***

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 42 pages

***Où en est la droite ? La Suède et le Danemark***

Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages

***Quel policier dans notre société ?***

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

***Où en est la droite ? L'Italie***

Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages

***Crise bancaire, dette publique : une vue allemande***

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

***Dette publique, inquiétude publique***

Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

***Une régulation bancaire pour une croissance durable***

Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages

***Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole***

Pascal Perri, mai 2010, 32 pages

***Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?***

Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages

***L'Opinion européenne en 2010***

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de repères, mai 2010, 245 pages

***Pays-Bas : la tentation populiste***

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

***Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat***

Pascal Perri, avril 2010, 30 pages

***Où en est la droite ? La Grande-Bretagne***

David Hanley, avril 2010, 34 pages

***Renforcer le rôle économique des régions***

Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

***Réduire la dette grâce à la Constitution***

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

***Stratégie pour une réduction de la dette publique française***

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

***Où va l'Église catholique ? d'une querelle du libéralisme à l'autre***

Emile Perreau-Saussine, Octobre 2009, 26 pages

***Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France***

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages

***Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après***

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

***L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française***

Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

***La politique européenne de développement :  
une réponse à la crise de la mondialisation ?***

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages

***La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :  
défense du statut, illustration du statu quo.***

*Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson*

David Bonneau, mai 2009, 20 pages

***La Lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi***

Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

***Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme***

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

***Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?***

*Une question de justice sociale et un problème démocratique*

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

***L'Opinion européenne en 2009***

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de repères, mars 2009, 237 pages

***Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?***

*Sondage, analyse, éléments pour le débat*

(coll.), janvier 2009, 18 pages



# SOUTENEZ LA FONDAPOL

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondapol les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

*Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondapol peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.*

## **Vous êtes une entreprise, un organisme, une association**

Avantage fiscal : votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans).

Dans le cas d'un don de 20 000€, vous pourrez déduire 12 000€ d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000€ à votre entreprise.

## **Vous êtes un particulier**

Avantages fiscaux : au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans); au titre de l'ISF, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt, dans la limite de 50 000€, de 75 % de vos dons versés.

Dans le cas d'un don de 1 000€, vous pourrez déduire 660€ de votre IR ou 750€ de votre ISF. Pour un don de 5 000€, vous pourrez déduire 3 300€ de votre IR ou 3 750€ de votre ISF.

**Contact : Anne Flambert +33 (0)1 47 53 67 09 [anne.flambert@fondapol.org](mailto:anne.flambert@fondapol.org)**

## *Un think tank libéral, progressiste et européen*

La **Fondation pour l'innovation politique** offre un espace indépendant d'expertise, de réflexion et d'échange tourné vers la production et la diffusion d'idées et de propositions. Elle contribue au pluralisme de la pensée et au renouvellement du débat public dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Dans ses travaux, la Fondapol privilégie trois enjeux : **la croissance économique, l'écologie et les valeurs**.

Le site [www.fondapol.org](http://www.fondapol.org) met à la disposition du public la totalité de ses travaux ainsi qu'une importante veille dédiée aux effets de la révolution numérique sur les pratiques politiques (Politique 2.0).

La **Fondapol** est reconnue d'utilité publique. Elle est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées. Le soutien des entreprises et des particuliers est essentiel au développement de ses activités.

### **fondapol**

11, rue de Grenelle  
75007 Paris – France  
Tél. : 33 (0)1 47 53 67 00  
[contact@fondapol.org](mailto:contact@fondapol.org)



ISBN : 978-2-917613-72-6

3 €